

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité Administrative  
Bât A  
24016 Périgueux

Périgueux, le 27/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LAFAURE SARL - Mazeyrolles**

Le Got  
24550 Mazeyrolles

Références : DD/UbD24-47/104/2025  
Code AIOT : 0005208101

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement LAFAURE SARL - Mazeyrolles implanté Le Got 24550 Mazeyrolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFAURE SARL - Mazeyrolles
- Le Got 24550 Mazeyrolles
- Code AIOT : 0005208101
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAFAURE, située sur la commune de Mazeyrolles, au lieu-dit « Le Got », est spécialisée dans le traitement de l'argile bentonite par des installations spécifiques.

Le traitement consiste à broyer, sécher et ensacher l'argile.

La société Lafaure est autorisée, depuis le 3 février 1966, à exploiter une ligne de traitement de l'argile.

L'argile est extraite d'une carrière située sur la commune du Buisson de Cadouin exploitée par la société Lafaure. Ainsi, l'exploitant maîtrise la chaîne de production de l'argile bentonite allant de l'extraction au conditionnement en passant par la transformation.

Ce produit 100 % naturel, est reconnu dans de nombreux domaines pour ses propriétés uniques. L'argile bentonite vient en remplacement de produits chimiques et synthétiques et a de multiples applications : alimentation animale, étanchéité de retenues et de centres d'enfouissement, thalassothérapie, cosmétique...

L'arrêté préfectoral du 02/02/2024 enregistre la création d'une seconde unité de séchage, broyage et ensachage de l'argile sur le site de Mazeyrolles au lieu-dit « Le Got » en supplément de la ligne de fabrication existante pour une puissance totale de 650 kW.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------|--|--|-----------------------|
| 3  | Installations électriques  | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16 | Demande d'action corrective  | 5 mois                |
| 4  | Moyens de défense incendie | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 5  | Consignes                  | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 9  | propreté des installations | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16 | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 10 | Rejets à l'atmosphère      | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 11 | Valeurs limites d'émission | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1  | Généralités  | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8  | Sans objet        |
| 2  | ATEX   | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 | Sans objet        |
| 6  | Vérification périodique moyens de défense incendie | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 | Sans objet        |
| 7  | Rétention et                                       | Arrêté Ministériel du 26/11/2012,            | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
|    | confinement.                             | article 21 > III.                            |                   |
| 8  | Collecte et rejet des effluents liquides | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29 | Sans objet        |
| 12 | Bruit et vibrations                      | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 45 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les observations soulignent des lacunes de l'exploitant en matière de gestion des poussières et de suivi des émissions atmosphériques.

L'exploitant doit apporter une attention spécifique à ces différents points, sans quoi des actions pourraient être entreprises à son encontre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Généralités

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Généralités   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.<br>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. |
| <b>Constats :</b><br><br>La surveillance de l'établissement se fait sous la surveillance de:<br>monsieur Jean-Noël LAFAURE: président de la société Lafauze<br>monsieur Roman LAFAURE: responsable du site  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 2 : ATEX

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Généralités  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. |

|  |
|--|
| <p>Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p>           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'établissement du dossier d'enregistrement, deux zones à risques ont été identifiées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• zone de charge batteries de traction;</li> <li>• sécheur gaz / réseau gaz.</li> </ul> <p>La zone dédiée au rechargement des batteries est bien signalée comme zone ATEX.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

### N° 3 : Installations électriques

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions de sécurité</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées "atmosphères explosibles", les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques s'est déroulé le 7/08/2024 (APAVE rapport n°2624-3727-11147E01).</p> <p>Suite au contrôle, l'exploitant transmet les conclusions de l'organisme de contrôle à un prestataire (société MA2I) pour corriger les non-conformités. Puis, l'intervenant remet un rapport d'intervention une fois toutes les observations levées.</p> <p>Pour l'année 2024, Madame Vignaud ne pouvait pas affirmer que les non-conformités avaient été levées du fait que la prestataire n'avait pas transmis son rapport d'intervention. L'inspection a pu prendre connaissance de celui de 2023.</p> <p>En examinant les documents, l'inspection a relevé que la thématique "mise à la terre" n'avait pas été vérifiée depuis 2021, au moins, sous prétexte que le point de contrôle était inaccessible en l'absence de matériel sécurisé.</p> <p>Ce point est contesté par le prestataire, présent le jour de l'inspection. Suite à la création de la 2nde ligne de production, tout le système électrique a été revu et les mises à la terre rendues accessibles. Le prestataire a également indiqué qu'il contrôlait ce point tous les ans.</p> <p>Malheureusement, cette affirmation n'est pas tracée dans le registre de sécurité ou tout autre</p> |

|  |
|--|
| document.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>   |
| Faire Vérifier que les équipements électriques sont bien mis à la terre et en bon état.<br>Mettre en place un registre de suivi qui servira, entre autre, à tracer les interventions des prestataires. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 5 mois  |

#### N° 4 : Moyens de défense incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions de sécurité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;</li> <li>- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b> <p>L'installation est dotée:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'extincteurs répartis sur le site</li> <li>• d'une borne incendie localisée au droit du carrefour RD710/Rte de l'usine.</li> </ul> <p>En faisant le tour de l'usine, l'inspecteur a noté qu'en cas d'intervention dans la zone ATEX (zone de charge batteries), l'exploitant doit utiliser l'extincteur CO2 situé à proximité. Cependant, l'extincteur adéquat ne se trouvait pas au niveau de l'emplacement identifié sur le plan d'intervention affiché à l'entrée du bâtiment.</p> <p>En effet, l'emplacement de l'extincteur était matérialisé mais ce dernier se trouvait quelques mètres plus loin au niveau des coffrets électriques. De plus, l'accès au niveau de l'emplacement identifié était encombré.</p>   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |

|  |
|--|
| <p>L'exploitant devra veiller à ce que les extincteurs soient placés au niveau de leur emplacement identifié sur le plan d'intervention.</p> <p>Il devra également veiller à ce que les accès ne soient pas encombrés.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

#### N° 5 : Consignes

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>• les instructions de maintenance et nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes suivantes sont bien affichées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• interdiction d'apporter du feu;</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie sont affichés et notamment au droit de la zone ATEX</li> <li>• les différents numéros d'urgence.</li> </ul> <p>Toutefois, en constatant la quantité de poussière sur le site, l'inspection a demandé à voir les instructions de maintenance et de nettoyage.</p> <p>Ces instructions n'ont pu être présentées à l'inspection.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Etablir des consignes de nettoyage qui définissent la fréquence des nettoyages et les consignes organisationnelles. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.</p> <p>L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |

Proposition de délais : 3 mois

**N° 6 : Vérification périodique moyens de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les surpressions. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.


**Constats :**

La vérification périodique des extincteurs s'est déroulée le 4 septembre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Retention et confinement.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > III.

**Thème(s) :** Risques chroniques,  Retention et confinement.

**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets.

**Constats :**

Le bassin de rétention, prévu dans le dossier d'enregistrement, pour récolter les eaux pluviales polluées ou les eaux incendies est en cours d'aménagement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Collecte et rejet des effluents liquides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29

**Thème(s) :** Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents liquides

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés



|   |
|---|
| aux polluants en présence.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a mis en place les réseaux de collecte des eaux issues: <ul style="list-style-type: none"> <li>• bâtiment F "stockage d'argile brute"</li> <li>• bâtiments G et D : "stockage produits finis"</li> <li>• bâtiment A: "Fabrication".</li> </ul> Toutefois le raccordement au bassin de rétention est en attente car ce dernier est en cours d'aménagement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 9 : propreté des installations**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions de sécurité   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Les installations pouvant émettre de la poussière sont capotées, reliées à des filtres ou des cyclones.<br>En outre, au niveau de l'accès de ligne 1, il est indiqué qu'il faut maintenir les locaux propres. Cependant, l'inspection s'interroge sur l'efficacité de certaines installations au vu de la quantité de poussière présente dans le bâtiment de fabrication en sachant que lors de l'entretien, monsieur Lafaure a indiqué que la ligne 1 ne fonctionnait que 5% dans l'année.<br>L'inspection a souhaité savoir quand les filtres du filtre poussière associé au tube sécheur de la ligne 2 avaient été changés ou devaient être changés. L'exploitant a indiqué que les filtres étaient en place depuis l'installation de la ligne en 2022 et qu'ils se nettoyaient mécaniquement.<br>L'inspection a alors voulu consulter la document technique associée aux installations mais l'interlocuteur qui disposerait de la documentation était absent. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

**N° 10 : Rejets à l'atmosphère**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |

|   |
|---|
| <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Le respect de la norme de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune surveillance de la qualité de l'air n'a été mise en place.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une surveillance de la qualité de l'air par la méthode des jauges devra être mis en place.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>  |

**N° 11 : Valeurs limites d'émission**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :- pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas mesuré la concentration de poussière émise par les installations depuis 2022 réalisée pour l'établissement du dossier d'enregistrement.</p>   |

|  |
|--|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>       |
| Mettre en place une surveillance périodique des rejets atmosphériques. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective             |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                  |

## N° 12 : Bruit et vibrations

|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 45   |  |  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit et vibrations   |  |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté.<br>Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant |  |  |
| Niveaux d'émergence<br>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT<br>EXISTANT dans les zones à<br>é m e r g e n c e<br>réglementée(incluant le bruit<br>de l'installation)   | ÉMERGENCE ADMISSIBLE<br>POUR LA PÉRIODE allant de 7<br>heures à 22 heures, sauf<br>dimanches et jours fériés | ÉMERGENCE ADMISSIBLE<br>POUR LA PÉRIODE allant de<br>22 heures à 7 heures, ainsi<br>que les dimanches et jours<br>fériés |
| Supérieur à 35 et inférieur ou<br>égal à 45 dB(A)   | 6 dB(A)  | 4 dB(A)  |
| Supérieur à 45 dB(A)  | 5 dB(A)  | 3 dB(A)  |
| De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.  |  |  |
| <b>Constats :</b><br><br>Les mesures d'émissions sonores ont été effectuées en 2 parties, à savoir: <ul style="list-style-type: none"> <li>conditions sonores avec l'ancienne ligne de production "Ligne 1"</li> <li>conditions sonores avec la nouvelle ligne de production "Ligne 2"</li> </ul> L'activité des 2 lignes de production n'est pas simultanée, elles fonctionnent par alternance.  |  |  |
| <u>Résultats ligne 1</u><br>Les résultats en limite de propriété et en émergence sont conformes à l'exception du point 3 où il est constaté un léger dépassement de l'émergence de 0.5 dB(A) (mesurée 5.5 au lieu de 5 dB(A)).  |  |  |
| <u>Résultats ligne 2</u>  |  |  |

Les résultats en limite de propriété et en émergence sont conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite